

Le 8 septembre 2006

## **Appel de SUD ENERGIE**

# **POURQUOI LE PROJET DE LOI SUR L'ENERGIE DISCUTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE N'EST PAS BON POUR LES USAGERS ?**

Ce projet de Loi comprend deux dossiers : la privatisation de Gaz de France pour permettre la fusion de Gaz de France avec SUEZ et l'ouverture totale du marché du GAZ et de l'électricité à tous les particuliers.

### **L'ouverture totale des marchés aux particuliers**

Bruxelles et les gouvernements avaient promis aux entreprises et aux particuliers des baisses importantes de leurs factures de GAZ et d'Electricité et de nouveaux services. Or depuis le début de la libéralisation du secteur de l'énergie, les prix explosent et cela dans tous les pays d'Europe.

### **Factures de GAZ :**

- + 66% depuis l'ouverture à la concurrence en 2000
- + 12% en prévision pour l'année 2006

### **Factures d'électricité :**

- + 48% du prix du marché (tarif dérégulé) entre avril 2005 et avril 2006
- + 75,6% depuis 2001 et l'ouverture du marché
- + 10,57% pour le tarif régulé (tarif fixé par le gouvernement)

Ainsi les entreprises, très utilisatrice d'énergie, qui ont choisi de "profiter" des prix du marché ont vivement réagi à ces incroyables augmentations.

Elles ont obtenu quelques compensations mais qu'en sera t-il pour chaque usager livré aux marchés sans aucun moyen de défense ? **Le fait même de changer de fournisseur implique de quitter le tarif régulé** et donc de subir les augmentations des prix.

### **D'AUTRES CONSEQUENCES NEFASTES**

La qualité de service, la sécurité,, l'égalité de traitement, la construction de l'avenir sont également mis à mal, on constate aujourd'hui :

- des fermetures d'agences au détriment d'un service public de proximité pourtant essentiel au maintien du tissu social ;
- . la multiplication des services payants, en remplacement des missions de service public ;
- des suppressions de poste et la recherche de gains de productivité à tout prix, mettant en danger la sûreté des installations et la qualité de service (particulièrement dangereux dans le

secteur nucléaire) hypothéquant l'avenir, et contrairement à la campagne publicitaire d'EDF, des budgets de recherche en chute libre (- 30% pour Edf , - 50% pour GDF) ;  
Et toujours des coupures d'électricité pour les familles démunies !

**Ce bilan très négatif de la libéralisation et de la transformation rapide d'EDF et de GDF en entreprises privée dans un marché totalement dérégulé est aujourd'hui largement partagé sauf... par la Commission Européenne.**

Ce bilan négatif devrait raisonnablement amener à remettre en cause l'ouverture à la concurrence des biens vitaux que sont l'électricité et le gaz et à reposer devant le pays la question de l'avenir de son secteur énergétique, c'est malheureusement la voie opposée qu'a choisi le gouvernement avec la loi Energie.

Avec la privatisation de Gaz de France et la fusion SUEZ/Gdf le gouvernement approfondit le démantèlement des entreprises publiques, cède au privé son patrimoine, met en danger Electricité de France et s'interdit d'intervenir dans un secteur essentiel, celui de l'énergie.

En 2004 Nicolas Sarkozy, alors ministre des finances et de l'industrie, déclarait solennellement à l'Assemblée nationale : "compte tenu de leur caractère déterminant pour les intérêts de la France (...) l'Etat conservera une part majoritaire du capital de ces entreprises (EDF et GDF) et continuera à définir conjointement avec leurs présidents leur orientations stratégiques".

Voilà pourquoi de nombreux députés sont fortement opposés à ce projet de loi, voilà pourquoi certaines associations de consommateurs et les organisations syndicales alertent sur ses dangers et voilà pourquoi l'écrasante majorité du personnel d'EDF et GDF y sont fermement opposés.

**Nous vous invitons à agir avec nous**

**Rejoignez nous à la manifestation le mardi 12 septembre  
10 heures - Place de la République à Paris.**

**Signez la pétition contre l'ouverture des marchés du Gaz  
et de l'Electricité aux particuliers**

**<http://sudenergieedf.free.fr/petition/>**